DEMANDE DE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION D'UN VÉHICULE NEUF

Articles R. 322-1 et suivants du code de la route

cerfa N° 13749*03

«Pour un véhicule non prêt à l'emploi, ce document doit être complété par un certificat de carrossage ou un certificat de conformité complémentaire»

Cadre réservé à l'en-tête du constructeur

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

☒ du constructeur ☐ du représentant accrédité

Je soussigné
REMORQUES LOUAULT SARL

Certifie que le véhicule décrit ci-contre a fait l'objet d'une réception par type le : .....

sous le n° : .....

ATTESTATION DE DEDOUANEMENT

Formalités fiscales et douanières accomplies

Signature :

.....

VÉHICULE

LOUAULT — Marque (D.1)

RD44 — Type Variante Version (D.2)

Code National d'identification du type (C.N.I.T.) (D.2.1) : —

VKARD4468K0000001 — N° d'identification du véhicule (E)

Masse en charge max. tech. admiss. (F.1)	Masse ch. maxi admiss. dans l'Etat membre (F.2)	Masse en charge maxi de l'ensemble (F.3)	Masse en service (G)	Pds à vide national (G.1)

Catégorie (J)	Genre national (J.1)	Carrosserie CE (J.2)	Carr. nationale (J.3)	Cylindrée (P.1)	Puiss. nette maxi (P.2)
O4	REM				

Type de carburant ou source d'énergie (P.3)	Puissance administrative nationale (P.6)	Rapp. puiss./Masse (motocycles) (Q)	Places assises (S.1)	Places debout (S.2)

Niveau sonore (U.1)	Vitesse du moteur (en mn⁻¹) (U.2)	Co2 (en g/km) (V.7)	Classe environnementale (V.9)

CERTIFICAT DE VENTE

Je soussigné :
REMORQUES LOUAULT SARL

Certifie avoir vendu ce véhicule à la personne désignée ci-dessous le ... (J M A)

CACHET et SIGNATURE
REMORQUES LOUAULT SARL
3, Rue des Prés
89170 SAINT-FARGEAU
Tél. 03.86.74.04.34
Fax 03.86.74.04.08
RCS Auxerre B 412 001 901
APE 2920 Z
SARL au capital de 1.097 993 €

DÉNOMINATION COMMERCIALE (D3) : .....

USAGE ☐ OUI ☐ NON

COULEUR DOMINANTE (veuillez cocher les cases correspondantes)

CLAIR		FONCÉ									
0		1	X	0	noir	1	marron	2	rouge	3	orange	4	jaune	5	vert	6	X	bleu	7	beige	8	gris	9	blanc
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

DEMANDEUR

Personne physique ☐ Personne morale ☐ Sexe : M ☐ F ☐ — multi-propriété : nombre de titulaires (C.4.1) : ☐

Titulaire : CM-CIC BAIL
NOM DE NAISSANCE et PRÉNOM ou RAISON SOCIALE pour une personne morale — NOM D'USAGE (facultatif) : nom d'époux (se)

N° SIREN, le cas échéant : 6 4 2 0 1 7 8 3 4

Né(e) le : ... à ... Département ... Pays ...

Co-titulaire le cas échéant — NOM DE NAISSANCE et PRÉNOM ou RAISON SOCIALE pour une personne morale — NOM D'USAGE (facultatif) : nom d'époux (se)

Si véhicule pris en location, cochez la case correspondante : ☐ Véhicule en location courte durée ☒ Véhicule en location longue durée

En cas de location longue durée, veuillez préciser

RAISON SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ DE LOCATION, si différente du titulaire

NOM et PRÉNOM ou RAISON SOCIALE DU LOCATAIRE : RAVE

N° SIREN : 3 9 5 1 6 2 9 2 7 7

N° SIREN, le cas échéant

Domicile (si véhicule pris en location, veuillez indiquer le domicile du locataire)

N° de la voie — Extension (bis, ter, ..) — Type de voie (avenue, etc.) — Nom de la voie : — ROUTE — DE DIGOIN

Code postal : 89430 — Commune (pour les grandes Villes, indiquez le n° d'arrondissement) : GUERIGNON — Tél. portable (recommandé) :

Je m'oppose à la réutilisation de mes données personnelles à des fins de prospection commerciale*:

Le titulaire ☐	Le locataire ☒ (si location longue durée ou en crédit bail)	Le loueur ☐ (société de location en cas de crédit bail)
Fait à : ... Le : ...	Fait à : ... Le : ...	Fait à : ... Le : ...
Signature : (Pour les sociétés : nom, qualité du signataire et cachet)	Signature : (Pour les sociétés : nom, qualité du signataire et cachet)	Signature : (Pour les sociétés : nom, qualité du signataire et cachet)

RAVE SAS
SAS au Capital de 2.009.600 €
Route de Digoin - 89430 GUERIGNON
Tél. 03 85 85 62 00 - Fax 03 85 85 30 75
Siret 795 620 277 00066

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Vu les pièces justificatives ☐
Rejet de la demande ☐
Motif :

Mode d'expédition du titre :
Voie postale ☐
Retrait à l'imprimerie Nationale ☐

* La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès d'une préfecture de son choix.